



ARCHDIOCESE OF BRISBANE

POLITIQUE DE PROTECTION

L'archidiocèse reconnaît la dignité et les droits inhérents à toutes les personnes, quels que soient leur âge, leur sexe, leur race, leurs croyances religieuses, leur handicap, leur orientation sexuelle ou leur origine familiale ou sociale.

Toute personne impliquée dans les activités, les ministères et les services de l'archidiocèse a le droit d'être protégée contre les abus, l'exploitation et les préjudices. À ce titre, la protection fait partie du devoir de protection principal de l'archidiocèse.

But

Promouvoir une culture de protection au sein et à travers l'archidiocèse et réduire les risques d'abus, d'exploitation et de préjudice associés aux activités, aux ministères et aux services de l'archidiocèse.

Engagement de sauvegarde

L'archidiocèse a une tolérance zéro pour toutes les formes d'abus, d'exploitation et de préjudice et s'engage à promouvoir et à protéger le bien-être et les droits humains de toutes les personnes impliquées ou affectées par les activités, les ministères et les services de l'archidiocèse.

La sécurité et le bien-être des enfants et des adultes à risque sont primordiaux.

Normes nationales de protection catholique

L'archidiocèse a adopté et adhère aux normes nationales de protection catholique. Ces normes s'appliquent à tous les organismes, paroisses, ministères et services sous la juridiction de l'archevêque.

Conformité

Le non-respect du cadre et des politiques, procédures et pratiques de protection associées peut être un motif de mesures disciplinaires, y compris un éventuel licenciement ou une résiliation, un signalement aux autorités ecclésiastiques et/ou statutaires, ainsi que des poursuites pénales ou autres poursuites judiciaires.